



Thinking Africa

**Note de recherche n° : 101**

## **Les mercenaires de Wagner en Centrafrique : une servitude volontaire ?**

---

**Odilon Maurice Ouakpo**

Diplômé en Relations internationales et diplomatie (RID) à Lyon III, Jean Moulin et Diplômé en Droit Public des Secteurs Stratégiques et des Affaires (DPSSA) à Ains Shams, Caire-Egypte, Odilon Maurice OUAKPO poursuit une thèse de doctorant en Droit Public Economique à l'Université Catholique d'Afrique Centrale (UCAC) sur le droit de la concurrence.

Expertise : Les enjeux diplomatiques de la crise actuel en République Centrafricaine, Le Chemin de Montpellier ne mène pas à Rome.



+ 269 329 84 18



[contact@thinkingafrica.org](mailto:contact@thinkingafrica.org)



[www.thinkingafrica.org](http://www.thinkingafrica.org)

## **Résumé**

Cette note d'opinion apporte un éclairage sur le regain inattendu et inavoué du mercenariat en Afrique et surtout de son intégration dans les paradigmes de sécurité en République Centrafricaine. Au seuil de l'analyse, il est question de la présence des hommes de la société paramilitaire russe appelée Wagner en Afrique en général et en Centrafrique en particulier. Le phénomène surprend plus d'un dans la mesure où la législation russe ne fait pas bon ménage avec toute activité relevant du mercenariat. Pourtant, un certain nombre d'éléments font développer la thèse contraire en République Centrafricaine. Cela participe de la stratégie russe dans le jeu de rivalité avec l'Occident sur le sol africain. Ce qui pourrait s'avérer ahurissant pour les lecteurs, c'est cette complexité qui naît le plus souvent dans les relations internationales et qui pourrait favoriser les relations de coopération entre deux Etats sur un premier terrain quelconque et la compromettre sur un deuxième. Le cas patent est celui de l'alliance franco-russe en Libye et de cette guerre froide qui ne dit pas son nom qui s'enflamme à petit feu entre ces deux Etats en République Centrafricaine.

## **Contexte**

Cette note d'opinion s'insère dans un contexte géopolitique tendu, marqué par ce que plusieurs dirigeants européens au nombre desquels Emmanuel Macron appellent le retour de la guerre aux portes de l'Europe. Et pourtant, cette guerre avait déjà commencé sur le sol africain par l'irruption de la Russie dans certains conflits africains notamment celui en Centrafrique et au Mali où au lieu de l'armée régulière, la Russie est présumée avoir recouru aux mercenaires de Wagner pour régler les problèmes sécuritaires de ces pays contrastant avec le modèle occidental de lutte contre l'insécurité. La conséquence est que certains Etats africains pensent qu'il est temps de tourner la page des relations de coopération avec l'Europe pour ouvrir celle des relations avec la Russie afin de juguler durablement le mal être de l'insécurité sur le continent.

## **Idées Majeures**

- L'échec de la lutte contre le terrorisme au Sahel et l'instabilité continue en République Centrafricaine est un élément non négligeable dans l'analyse des préoccupations sécuritaires du moment
- Le retour au mercenariat n'est pas un phénomène nouveau sur le continent africain, elle se pratiquait et se pratique encore à des degrés différents.
- L'explosion du phénomène du mercenariat sur le continent africain et la présence des hommes de Wagner en Centrafrique montre les limites de la thèse de l'ennemi de mon ennemi est mon ennemi.
- L'échec de la présence française en Centrafrique et au Sahel justifie la présence des hommes de Wagner sur le continent et encourage à leur implantation dans une longue durée.

## **Problématique**

Le recours au mercenariat est-il suffisant et justifié pour lutter efficacement contre les phénomènes d'insécurité en Afrique en général et en République Centrafricaine en particulier ?

## **Mots clefs**

Mercenariat, paradigmes, sécurité, République, Centrafrique

## **Introduction**

### **Le mercenariat dans les paradigmes de sécurité en République Centrafricaine**

Ce serait une lapalissade de dire que la Russie de Poutine domine l'actualité en ce moment. De même si l'on disait que Poutine et Wagner sont au cœur des polémiques qui se développent actuellement sur le continent africain, et particulièrement en Afrique subsaharienne. Avant toute chose, il convient de rappeler les observations de Pierre Binette, nous recommandant de considérer que l'ADN du Président Vladimir Poutine est essentiellement guerrier. D'une part, il faut se souvenir que c'est en tant qu'ancien pensionnaire du Service Fédéral de la Sécurité de la Russie qu'il est parvenu à s'imposer comme Premier Ministre, puis comme Président au début de l'an 2000, et d'autre part, il convient de se rappeler les guerres qu'il a menées au lendemain de son installation au Kremlin pour comprendre sa politique extérieure actuelle.

L'analyse de l'invasion russe en Ukraine par certains dirigeants européens, dont le Président Français Emmanuel Macron et le Chancelier allemand Olaf, affirmant que la guerre est désormais aux portes de l'Europe, est donc curieuse et surprenante. La guerre avait-elle quitté l'Europe ? Malgré la création d'un florilège d'organes régionaux et mondiaux d'une part, et la mise en place d'un certain nombre d'instruments juridiques internationaux pour le règlement pacifique des conflits d'autre part, la guerre est encore une réalité du quotidien de l'humanité. Le Moyen Orient, le Proche Orient et l'Afrique continuent d'en faire l'amère expérience. En ce sens, Dario Battistella a toujours soutenu que la « *Guerre ne consiste pas seulement dans la bataille et dans les combats effectifs mais dans un espace où la volonté de s'affronter en des batailles est suffisamment armée* »<sup>1</sup>.

C'est une position à relativiser pour le continent africain, car les Etats subsahariens ne sont pas seulement dominés par les guerres fratricides pour le maintien ou le renversement des régimes autoritaires. Ils sont aussi soumis au tristement célèbre phénomène des groupes terroristes. Le Cameroun, le Niger, le Tchad, le Mali, la Côte d'Ivoire, le Burkina-Faso et le Bénin récemment, subissent quotidiennement les attaques de ces groupes qui visent à la fois les populations civiles, les communautés religieuses et les positions des Forces de Défense et de Sécurité (FDS). Et il y a un risque d'exportation de cet état de chose au-delà de l'Afrique. En effet, des voix issues des mouvements nationalistes soutiennent que c'est de l'Afrique que les groupes terroristes concoctent des attaques contre toute l'Europe, et ils en veulent pour preuve, les événements de Charlie Hebdo ou ceux du Bataclan. Et si le phénomène s'enlise, il reste à la fois une menace

---

<sup>1</sup> BATTISTELLA Dario, *Théories des relations internationales*, Presse de la Fondation de Sciences Politiques, 5<sup>e</sup> édition Paris Cedex 2015 p. 58

pour la paix mondiale, mais aussi pour les intérêts des puissances étrangères qui contrôlent le flux des investissements étrangers en Afrique.

Par-ailleurs, l'érection des réceptacles d'attaques terroristes en Afrique subsaharienne par des forces maléfiques a certainement eu du prix aux yeux de la Communauté Internationale au point de provoquer une levée de bouclier des Occidentaux. La France en tête de pont a choisi de déployer plusieurs opérations sur le Continent, entre autres *Barkhane*, *Sangaris* et *Takuba*, pour épauler les forces nationales (cas du Burkina-Faso, du Niger...), ou bien pour appuyer les forces internationales comme les casques bleus de la MINUSCA/MINUSMA en Centrafrique et au Mali.

Cependant, la perception relative à la présence des troupes françaises en Afrique varie d'un camp à un autre. La plupart du temps les politiques s'en accommodent bon gré mal gré. En revanche, les masses médias et les populations rechignent sur la présence des bases militaires françaises en Afrique, et s'insurgent devant les massacres horripilants des civils, voire des militaires attribués aux groupes armés ou bien groupes terroristes. Une fois misexact sur la balance, le sentiment anti-français a commencé à monter en température, d'où le coup de gueule d'Emmanuel Macron au Sommet de Pau, durant lequel il a exigé des pays du G5 Sahel de clarifier leurs positions sur la présence des militaires français en Afrique<sup>2</sup>.

Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'en adoptant cette posture, la France a peut-être manqué de considérer les événements qui se déroulaient déjà en Centrafrique. L'irruption de la Russie dans le conflit centrafricain va, d'une part, accentuer le sentiment anti-français, charrié par les faibles résultats obtenus dans la traque des groupes armés ou bien des groupes terroristes, et d'autre part, ouvrir une nouvelle ère, celle du mercenariat institutionnalisé en Afrique. Les hommes en armes qui opèrent pour le compte de la Fédération de la Russie auprès de quelques Gouvernements africains sont réputés appartenir à la Société Militaire Privée Wagner, dont l'existence continue de faire couler de l'encre. Quoiqu'il en soit, elle s'est implantée en terre centrafricaine et malienne, et devrait bousculer tout le confort géopolitique jusqu'ici en vigueur.

Devant une telle évidence, le recours au mercenariat est-il suffisant et justifié pour lutter efficacement contre les phénomènes d'insécurité en Afrique en général et en République Centrafricaine en particulier ?

---

<sup>2</sup> <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2020/01/13/sommet-de-pau-declaration-conjointe-des-chefs-detat>

L'une des seules explications qui vailent est la reconnaissance, sans aucun doute, d'une nouvelle sorte de guerre froide qui est en train de s'installer sur le continent (I). Cela a bouleversé tout l'équilibre mondial, longtemps considéré comme acquis, certes, mais de quelle manière ? (II).

#### I- La société de sécurité Wagner : un révélateur de l'affrontement Est-Ouest en Afrique

En sculptant la nouvelle politique étrangère de la Russie en Afrique, Poline Tchoubar a souligné que « *le volet sécuritaire de la coopération entre la Russie et les pays de l'Afrique subsaharienne a été renforcé par deux éléments principaux : 1) La signature d'une coopération militaire, une coopération militaire, une coopération renforcée jusqu'à la création d'une représentation du ministère russe de la défense au sein des structures militaires similaires des pays signataires. 2) Le déploiement des conseillers militaires. Pour la plupart, il ne s'agit pas de membres de l'armée régulière mais d'employés de la société militaire Wagner* »<sup>3</sup>.

Ainsi, sur les traces de Tchoubar, on s'aperçoit que l'utilisation de supplétifs dans la vente des produits de sécurité par la Russie n'est donc pas quelque-chose nouveau. Le nouvel élément est certainement l'exploitation des difficultés de la lutte occidentale contre le terrorisme comme arguments servant à l'implantation de la Russie sur le sol africain. Mais il est tout de même surprenant d'observer que la Société Wagner, dont l'évocation entraîne un tollé dans les chancelleries européennes, ait été une alliée de taille pour France dans le conflit libyen avant qu'elle ne retourne sa veste dans les conflits centrafricain et malien.

#### A- L'échec de la lutte contre le terrorisme au Sahel et l'instabilité continue en République Centrafricaine

Il est question ici d'un retour à une histoire ancienne dans la mesure où la Russie, qui semblait avoir délaissé le continent africain sous le vent de la guerre froide, effectuée depuis le début de l'année 2010, un retour en force en vue d'une réimplantation dans le temps et dans l'espace. C'est ainsi que pour Aline Leboeuf : « *la réimplantation russe dans les espaces africains est nettement passée par la présence russe en République Centrafricaine qui tire parti des failles de la présence occidentale* »<sup>4</sup>. On aurait pu ajouter, dès l'abord, le cas malien, car en ligne de

---

<sup>3</sup> TCHOUBAR Poline, *La nouvelle stratégie russe en Afrique subsaharienne : nouveaux moyens, nouveaux acteurs* n°21/19, Fondation pour les recherches stratégiques, 11 octobre 2019 ; p. 2

<sup>4</sup> LEBOEUF Aline, *La compétition Stratégique en Afrique, approches militaires américaine, chinoise et russe*, IFRI Laboratoire de recherche sur la Défense, août 2019, p.9

mire, il s'agit non seulement de l'instabilité continue en République Centrafricaine, mais aussi de la situation sécuritaire dans le Sahel.

Il est difficile d'expliquer le passage du monopartisme au multipartisme sur le continent africain, et particulièrement dans les Etats comme le Niger, le Mali, le Burkina-Faso et la République Centrafricaine, pour ne citer que ces cas. Ces Etats battraient certainement le record des Coups d'Etats manqués ou réussis sur le continent. Et les Coups d'Etats sont des signes visibles du caractère fragile des Etats-nations, dont on a rêvé la création sous le vent de la démocratisation au début des années 1990.

L'équation est donc simple : Un Etat-nation est fragile, parce que bâti sur des institutions faibles, et il n'y a d'institutions faibles que dans des communautés iconoclastes. L'instabilité continue qu'on a pu observer en République Centrafricaine, tout comme l'inflation des attaques djihadistes au Sahel, expose le côté sibyllin du premier faux départ<sup>5</sup> que René Dumont décriait au début des indépendances. Le deuxième faux départ a été entamé avec la Conférence de Baule, où à la place d'institutions fortes, l'on a eu affaire à des hommes forts dont la gestion du pouvoir fera bon ménage avec des coupeurs de routes, des braconniers, des groupes armés et finalement, des groupes terroristes. Ce faux départ atteindra son paroxysme à la fin de l'année 2012, tant au Sahel qu'en République Centrafricaine, et plus tard au Burkina-Faso, avec la chute du Président Blaise Compaoré. A ce propos, il convient de rappeler que les crises au Darfour et en Libye ont grandement favorisé la circulation d'armes de tout calibre.

Pour peu qu'on y regarde de près, plusieurs éléments transversaux peuvent être analysés, à la fois dans l'instabilité continue en Centrafrique, constatée à partir de l'année 2013, et dans l'excroissance des groupes terroristes dans le Sahel à compter de la même date. 1) Dans l'un ou l'autre cas, les groupes armés et les groupes terroristes sont la négation de la réalité ontologique de l'Etat, en tant que seul et premier sujet du droit international et des relations internationales, qui défend toute usurpation par un tiers d'une portion de souveraineté – lorsque les groupes djihadistes sont parvenus aux portes de Tombouctou en 2013, ils n'ont pas seulement profané des mausolées, ils ont également désacralisé la mémoire de Soundjata Kéita. 2) Les groupes armés proviennent toujours du nord (Centrafrique, Tchad, Mali, Burkina-Faso, Niger, Côte d'Ivoire. C'est à cause du nord que les Etats africains perdent et continuent de perdre le nord. 3) Les groupes armés écument dans des endroits riches en ressources naturelles.

---

<sup>5</sup> En 1962 René Dumont écrivait à l'édition Seuil : « L'Afrique noire est mal partie », un constat négatif du transfert du pouvoir entre les colons et les nouveaux dirigeants africains au lendemain des indépendances. L'accession à l'indépendance avait vu l'incapacité des nouveaux dirigeants africains à assumer la relève après l'homme blanc.

Philippe Hugon nous dit en ce sens : « *Les conflits armés résultent d'une lutte d'indépendance entre le contrôle des produits illicites, les trafics d'armes, la mobilisation* »<sup>6</sup>. 4) Les groupes armés et les groupes terroristes sont aussi puissants que les armées nationales, les forces internationales ou les forces étrangères sur le plan technique, technologique, financier, logistique et opérationnel.

La position de la Communauté Internationale peut choquer sur ce point, car pendant qu'en Europe ces groupes criminels sont systématiquement combattus et neutralisés, en Afrique, ils sont des partenaires avec qui on peut discuter, signer des contrats, et partager la gestion du pouvoir. D'où ce constat mitigé de Jocelyn Coulon pour tenter de désorienter toutes les fléchettes lancées contre les Opérations de Maintien de Paix (OMP) dans le monde. A l'en croire : « *Les interventions internationales, du moins celles décidées dans l'urgence, sont toujours sujettes aux contingences. Elles sont le front de débat et de compromis entre le possible et l'idéal, entre l'utilitaire et le désintéressé* ». <sup>7</sup>

Enfin, sans flagorner, il y a parfois trop de coïncidence entre ces événements. A titre d'illustration, le 05 décembre 2013, le Général Amadou Toumani Touré était chassé du pouvoir au Mali pendant qu'à Bangui des factions miliciennes s'affrontaient, faisant plusieurs centaines de morts. Le même jour, l'ONU décidait le déploiement des casques bleus dans les deux pays. Les forces internationales et ou étrangères qui sont en mission en Centrafrique, tout comme au Sahel, se donnent de ne réduire que la capacité de nuisance des groupes terroristes et groupes armés, au lieu de les neutraliser purement et simplement. De fait, nous n'avons pu observer que des transitions politiques qui se sont succédé sous diverses formes, sans réel changement politique et ce, en dépit des élections qui sont organisées dans ces pays. On en conclut que si les élections libres et transparentes sont gage de la démocratie, la démocratie ne naît pas forcément des élections. Avec ou sans élections, les groupes criminels rentrent depuis quelques années dans le quotidien des Africains. Et là où la France s'acquitte avec les rebelles, la Russie fait les yeux à un régime.

Ces événements ci haut énumérés, si l'on en fait la lecture diagonale avec la crise en Libye et en Syrie, préparaient déjà le chemin au retour en grande pompe du mercenariat en Afrique. C'est sous ce prisme qu'Aline Leboeuf entrevoit la présence russe sur le sol africain, comme

---

<sup>6</sup> Hugon Philippe, *Conflits armés, insécurités et trappes à la pauvreté en Afrique Contemporaine* 2006/2 Revue Afrique Contemporaine n° 218, p. 41

<sup>7</sup> COULON Jocelyn, L'intervention internationale pour une éthique de l'engagement sur la durée, revue internationale d'éthique sociétale et gouvernementale vol 10/ n° 1 2018, p.8

une alternative à l'échec de l'occident en matière de lutte contre l'insécurité en Afrique : « *Les campagnes militaires russes attirent en revanche beaucoup d'attentions à l'instar du désormais célèbre groupe Wagner* »<sup>8</sup>.

## B. Le retour des mercenaires en Afrique

Le mercenariat n'a pas besoin de définition tellement le phénomène est vieux comme le monde. L'historien des relations internationales Jean Baptiste Duroselle est peut-être l'un des auteurs qui en donne une meilleure définition : « *Les mercenaires ont choisi un métier où le risque de guerre est impliqué. Surentraînés, expérimentés, ils constituent en principe, les troupes les plus sûrs à condition bien entendu qu'on respecte les avantages-soldes et autres dont ils le bénéficient* »<sup>9</sup>. Tel qu'on peut la disséquer, cette définition a le mérite de souligner que les mercenaires n'appartiennent à aucune armée régulière. Si leur métier est le mercenariat, ils n'ont aucun plan de carrière à suivre ou à poursuivre. Les avantages dont ils peuvent bénéficier sont fonction de leur prouesse. C'est pourquoi, même si ses propos peuvent énerver certaines chancelleries, Jean Yves Le Drian, Ministre Français des Affaires Etrangères, ne manque pas d'affirmer que les mercenaires Russes en Centrafrique vivent de la prédation.

La relance du mercenariat a certainement débuté bien avant les événements en République Centrafricaine. Des combattants étaient venus de partout pour livrer bataille au moment où Le guide Libyen tombait ; le Général Khalifa Haftar y a recouru pour tenter la reconquête du pouvoir ; en Syrie, l'Etat Islamique a même fait appel à des mercenaires Français pour tenter de renverser le régime de Bachar Al Assad. Ainsi, en Libye comme en Syrie, Wagner était déjà présent. Pour la Centrafrique, si le Kremlin a toujours clamé haut et fort qu'il s'agit bien d'instructeurs détachés en vue la formation des Forces Armées Centrafricaines, leur présence sur les théâtres de combat ainsi que leur capacité être à la fois ici et là-bas sont telles que l'argument qui veut que ces hommes soient pris pour de simples instructeurs tombe à l'eau. Alors, les hommes en treillis qui protègent les régimes de Bangui et de Bamako sont-ils des mercenaires ? Appartiennent-ils à la société Wagner ?

La réponse ne paraît pas évidente étant donné le contenu du code pénal russe, dans son article 359 notamment, qui est hostile à l'existence de toute société privée de sécurité et au mercenariat. Cependant, Amandine Dusoulier fait remarquer que le recours au mercenariat est un aplomb

---

<sup>8</sup> LEBOEUF Aline, *La compétition Stratégique en Afrique, approches militaires américaine, chinoise et russe*, Op. Cit., p. 54

<sup>9</sup> Duroselle Jean Baptiste, *Tout empire périra, une vision théorique des relations internationales*, Paris Cedex 1982, p. 265

pour la politique étrangère<sup>10</sup> russe sous la vigilance du Président Poutine. Après tout, Wagner ne pourrait servir ni les intérêts de l'Etat russe, ni les intérêts d'une autre personne que Vladimir Poutine lui-même. De cette façon, les soldats déployés sur des théâtres de combat ne pourront ni peser sur le budget de Kremlin, ni se faire inquiéter par une quelconque justice internationale. Pour preuve, des sources concordantes soutiennent que les avions de guerre qui sont utilisés dans les combats en Centrafrique sont des objets de location, et que les frais sont à la charge de l'Etat Centrafricain.

Deux indices donc, concourent à dire que nous sommes bien en présence du mercenariat. Premièrement, ces combattants portent des tenues sans galons et sans autre insigne conventionnelle qui indiquerait les probables formations qu'ils auraient fait subir aux éléments des Forces Armées Centrafricaines (FACAs). Il est inadmissible de voir un légionnaire ou un ranger se balader sans galons dans une zone de combat. Tous ne sont pas mercenaires, mais les vrais militaires russes sont peu nombreux. Le deuxième indice a trait à la sainte brutalité dont ils sont capables.

Il n'y a pas de doute, un militaire bien formé, sait qu'il y a une vie après l'armée, qu'il y a une vie après la mort, parce qu'il a une famille. Un mercenaire n'a pas d'avenir, il n'a que des souvenirs, il n'a pas de projet et ne peut avoir de regret. Il peut donc violer, violenter, maltraiter voire esquinter, parce que sa véritable identité ne sera jamais connue. Selon plusieurs témoignages, dans les provinces de la Centrafrique, ils dépouillent les jeunes de leurs motos et les bradent à d'autres personnes pour survivre. Et la liste des exactions est bien longue pour être ressassée exhaustivement.

Toutefois, l'on ne pourra pas comprendre comment Wagner, qui était une alliée de la France dans le conflit libyen, a pu devenir son adversaire dans le conflit centrafricain et dans la guerre au Sahel.

## II. Wagner en Afrique, allié de la France en Libye et ennemi au Sahel et en RCA.

En 2013, Alexandra Viatteau écrivait : « *La Russie sous tous ses régimes, et quoiqu'elle fasse, est l'alliée favorite de la France* »<sup>11</sup>. Une telle déclaration peut laisser penser que les relations entre la France et la Russie ont été toujours au beau fixe, faisant oublier les expéditions de Napoléon Bonaparte qui fascinaient Carl Philipp Gottlieb von Clausewitz. En réalité, tout n'a

---

<sup>10</sup> Dusoulier Amandine, *Le retour de la Russie en Afrique subsaharienne, Sécurité et défense au service de la politique étrangère de Vladimir Poutine*, p.6

<sup>11</sup> VIATTEAU Alexandra, *La République entre les tsars "blancs" et les tsars "rouges"* in *Géopolitique de la Russie et son environnement*, 12 avril 2013, p. 24

pas été clair comme de l'eau de roche dans ces relations. Les amitiés ont été faites, défaites selon les circonstances et les intérêts poursuivis.

A. L'ennemi de mon ennemi n'est pas forcément mon ennemi...

L'analyse que nous faisons ici se veut casuistique. Elle portera sur un certain nombre d'échantillons de conflits visibles à travers le monde au cours de cette dernière décennie, où la France et la Russie se sont aimées tout en se faisant la guerre par Gouvernements interposés. Commençons par le fait que le Rwanda ait voté contre l'invasion russe en Ukraine alors qu'il est allié de la Russie dans le conflit centrafricain.

Ainsi, c'est à la demande du Président Français Nicolas Sarkozy que le Conseil de Sécurité des Nations Unies a décidé de l'envoi d'une mission internationale (Résolution 1973) avec le soutien de l'OTAN en Libye, pour renverser le Colonel Mouammar Kadhafi en 2011. C'est encore cette même France qui fera voter la résolution 1975 contre le régime de Laurent Gbagbo en la même période. Le moins que l'on puisse affirmer, c'est que la Russie et la Chine se sont abstenues durant les deux votes, et beaucoup d'observateurs ont estimé que ces deux puissances ont payé le prix de leur naïveté, pour la simple raison que la protection des populations qui avaient été mise en avant dans ces deux résolutions a été un tremplin pour des changements de régimes, ce qui n'avait pas été écrit noir sur blanc.

Pourtant, le laisser-faire, ou bien l'abstention de la Russie au moment du vote d'une résolution contre la Libye n'est pas aussi désintéressée qu'on pourrait le croire. Car une fois Kadhafi tué, le pays s'est retrouvé avec deux Gouvernements. Un premier, dit légal et reconnu par les Occidentaux, et un deuxième sous le contrôle du Général Khalifa Haftar, que la Russie<sup>12</sup> a aidé pour contrôler les puits pétroliers de la Libye. Cependant, Paris, Washington et le Caire figuraient aussi au nombre des pays mécènes de cet officier à la retraite, comme le souligne le journaliste Marc Daou : « *Depuis le début de la crise libyenne, il (Khalifa Haftar) se présente comme le seul homme à même de garantir la stabilité de son pays et d'écraser les mouvements jihadistes. Un discours qui a trouvé des oreilles attentives notamment à Paris, Moscou, et au Caire. Et plus récemment à Washington* ». <sup>13</sup> La mort du Guide Libyen a donc profité à tous. Français et Russes se sont retrouvés dans le même camp pour se sucrer du pétrole Libyen. Ce qu'on ne comprend pas c'est qu'aujourd'hui, la France appelle au retrait de tous les mercenaires

---

<sup>12</sup> Ancien officier de l'armée libyenne ayant fait défection à la fin des années 1980, le maréchal Khalifa Haftar, né en 1943, a été formé en partie dans l'ancienne Union soviétique et vécu plusieurs années en exil aux États-Unis, avant de rentrer en 2011 à Benghazi, la grande ville de l'Est libyen.

<sup>13</sup> Ibid.

qui ont pris part activement dans le conflit libyen. Autrement dit, les combattants russes qui soutenaient le maréchal Khalifa Haftar étaient des mercenaires, éléments de Wagner et pourtant, Paris a aussi soutenu cet officier.

En revanche, dans le conflit syrien, la France, comme en Libye, s'est empressée de reconnaître le syndicat des opposants au régime du Président Bachar Al Assad. Le casting n'aura pas marché comme en Libye, car le soutien de la Russie au Président Syrien est encore insécable, tant sur le plan politico-diplomatique que militaire. C'est pourquoi cette même Russie s'est opposée à toutes les résolutions initiées par les occidentaux contre le régime d'Assad après avoir noté, de visu, ce qui est arrivé aux autres présidents. Elle a aussi militairement combattu les ennemis de son allié. Les intérêts étaient donc divergents ici. C'est donc sous l'effet de la colère que « *plusieurs Russes travaillant sous contrat avec Damas figurent parmi la centaine de combattants pro-Assad ont été visés par un bombardement des américains dans la région de Deir ez-Zor* »<sup>14</sup> en 2018. Ces hommes appartiendraient à la société Wagner.

Le contexte qui a prévalu en Syrie est, à peu de chose près, le même qui règne en ce moment en République Centrafricaine. La Russie se présente depuis son arrivée comme le paraclet par excellence du régime de Bangui. L'effet boomerang est que, de la même manière qu'en Syrie où Bachar El Assad a été aidé par la Russie à résister aux rebelles que la Communauté Internationale armait, le Kremlin ne ménage aucun effort pour soutenir les régimes de Bangui et de Bamako, et bientôt celui de Ouagadougou. Et quand la Russie soutient un régime, c'est à la manière de Poutine et de Kagamé, qui ont déjà une longévité de fer au pouvoir. J'y suis, j'y reste. La France quant à elle, paie le lourd tribut de sa propre turpitude.

#### B. L'échec de la France en République Centrafricaine et au Sahel

S'il est vrai que la nouvelle politique étrangère de la Russie consiste à exploiter les failles de la politique étrangère de l'Occident en Afrique pour étendre ses tentacules sur un plus grand nombre d'Etats, il va sans dire que ces failles sont, in *concreto*, celles de la France. En 2015, sans bien présager ce qui allait advenir, Michel Raimbaud écrivait : « *La France peut se prévaloir d'une relation unique avec l'Afrique : Une langue partagée, un dispositif culturel assez dense et l'attraction de ses universités et écoles sur les étudiants* ». Cette déclaration est aujourd'hui loin de faire l'unanimité.

---

<sup>14</sup> [https://www.lemonde.fr/international/article/2018/02/15/polemique-a-moscou-sur-des-mercenaires-russes-tues-par-la-coalition-americaine-en-syrie\\_5257594\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2018/02/15/polemique-a-moscou-sur-des-mercenaires-russes-tues-par-la-coalition-americaine-en-syrie_5257594_3210.html)

En clair, la France a beau continué de faire de l'Afrique une terre de prédilection pour la Francophonie, de plus en plus, les Africains se préfèrent. Elle a beau continué d'ouvrir ses universités aux Africains, ceux-ci sont de plus en plus nombreux à se préférer. Pour preuve, Faustin Archange Touadéra en Centrafrique, le Colonel Assimi Goïta au Mali, le Colonel Mamadi Doumbouya en Guinée et le colonel Paul Henri Sandaogo Damiba au Burkina-Faso, ont tous été formés en France, et cela ne les a pas empêché de se présenter désormais comme des partisans d'une nouvelle politique africaine : « *L'Afrique d'abord, l'Afrique aux Africains* ».

Le déclin de la politique étrangère française en Afrique s'est accélérée en un temps record sur le continent, non seulement à cause de la multiplication des Opérations de Maintien de Paix dont elle veut toujours prendre le lead parce qu'elle est la France, mais aussi du fait qu'elle se soit longtemps calfeutrée dans l'allégorie du « *maître et de l'esclave* », sans jamais imaginer que l'esclave était capable de revendiquer son indépendance vis-à-vis de son maître, et que sans maître l'esclave peut vivre et même bien vivre. La diplomatie classique de la France, fondée en grande partie sur le multilatéralisme, ne serait pas une mauvaise chose en soi si elle favorisait le développement de tous les Etats qui ont des accords de partenariat avec elle. Or, le constat est amer, et les résultats très faibles. Les Africains sont obligés de se tourner vers d'autres partenaires, quitte à accepter un nouvel impérialisme, seulement dans le but de tourner la page de la France.

Ainsi, le temps est-il arrivé pour que les auteurs en Relations internationales et sciences politiques développent des réflexions poussées sur l'intégration du mercenariat dans les nouveaux paradigmes de sécurité en Afrique pour le double enjeu qu'il comporte. C'est une entreprise moins coûteuse pour les Etats qui les entretiennent tant sur le plan financier que militaire parce que les hommes qui mourraient, ne sont pas forcément issus de rangs de l'armée régulière. C'est aussi un paraclet contre les possibles accusations d'ingérence.

Toutefois, la République Centrafrique qui vit sous l'influence du mercenariat depuis les premières rébellions de François Bozizé en 2002<sup>15</sup> n'a pas à se reposer sur un tel phénomène pour assurer sa sécurité et sa survie. Lorsqu'un dirigeant prend trop appui sur le mercenariat, c'est parce qu'il a moins confiance à sa propre armée, il recourt à une telle pratique uniquement pour protéger son régime. Mais les mercenaires sont des combattants circonstanciels. Ce n'est

---

<sup>15</sup> En 2002 quand le Général François Bozizé qui deviendra une année plus tard Président, avait formé sa rébellion contre le régime d'Ange Félix Patassé, il avait recouru à des mercenaires Tchadiens appelés « Zakawa » ou Libérateurs. Le Président Ange Félix Patassé avait sollicité les « Banyamlengué » de Jean Pierre Bémba pour combattre François Bozizé. En 2013, Michel Djotodia a recouru aux mêmes combattants en étendant recrutement aux « Ndjandjawids » du Soudan.

pas parce qu'ils sont payés qu'ils se battent toujours jusqu'au péril de leurs vies pour protéger un régime. De la même façon qu'ils travaillent pour un dirigeant, ils pourraient travailler pour un autre surtout si celui-ci est le plus offrant. Le mercenariat dans un système de gouvernance, affaiblit l'Etat d'une part, crée un climat de méfiance et défiance entre les acteurs du jeu politique, d'autre part. Quitter un maître pour un autre, à un prix qui s'appelle servitude à volonté.

S'agissant de la Communauté Internationale qui suit de près, la présence des hommes de Wagner en République Centrafricaine, entre ses discours accusateurs et les faits politiques voire sécuritaires, beaucoup restent faire. Le gros effort est celui d'aider efficacement et sincèrement les Etats Africains à assurer eux-mêmes leur propre sécurité et la sécurité de leurs voisins. L'on ne peut pas crier à l'incendie et empêcher son voisin de servir de l'eau sale qu'il a entre les mains pour l'éteindre. Au Mali comme en Centrafrique, l'on justifie le recours au mercenariat par l'immobilisme et l'inefficacité des méthodes occidentales employées jusqu'ici. Ce n'est pas tout à fait faux. Les critiques contre Wagner seront justifiées si l'Occident décide de changer de paradigmes pour être moins impérialiste et moins paternaliste pour l'Afrique. Le double langage diplomatique a des limites et se paie souvent cash.

En ce qui concerne la Fédération de la Russie, elle n'est pas exempte de reproches. Le discours officiel de Kremlin ne pourrait pas contraster avec les faits politiques et sécuritaires sur le terrain. Ce n'est pas parce que la Russie n'a, semble-t-il, pas de passé colonialiste en Afrique que ses relations bilatérales avec les Etats africains seront à l'abri de diatribes. Si les faits sont têtus, c'est qu'ils le sont indéniablement. Autrement dit, les exactions commises par les mercenaires de la société Wagner, tôt ou tard, parleront plus fort que les discours officiels de Kremlin parce que comme le dit le dicton : « *On peut tromper un peuple une fois, mais l'on ne le trompera pas indéfiniment* ».